

INFOS SNUEP F.S.U BORDEAUX / 24 avril 2023



RÉFORME DES LYCÉES PROS

Avec ses annonces, le président ravive la flamme d'un front social dans l'Éducation nationale / Communiqué / Paris 18 avril 2023

Alors qu'il annonçait un discours d'apaisement, les propos du président Macron ont, à l'inverse, conforté le ressentiment et la colère sociale qui s'expriment massivement dans le pays contre sa réforme injuste des retraites. En piétinant ainsi la revendication forte de retrait de sa réforme, portée par une intersyndicale unie, par les salarié-es, les jeunes, les retraité-es et soutenue par la population, il porte la lourde responsabilité d'une crise sociale et démocratique majeure dans le pays.

Comme priorité de son action politique à venir, le président annonce lancer un chantier « Travail » qui s'appuierait sur le « succès » de l'apprentissage, les réformes du RSA et des lycées pros. Placer les lycées professionnels dans son chantier Travail plutôt que dans un volet Éducation est lourd de symbole et de conséquences pour les personnels et l'avenir des 650 000 élèves des lycées pros. Quant à l'apprentissage, l'intersyndicale rappelle son opposition à son développement à tout crin dans les lycées professionnels. La mixité de public revient à dégrader l'organisation des établissements et l'organisation pédagogique dans nos classes. Et au-delà, le taux de rupture de contrats subis actuellement par les jeunes apprentis mineurs laisse craindre un décrochage accru des élèves dans nos lycées professionnels.

La réforme des lycées pros, portée par Carole Grandjean, dépasse bien largement le cadre scolaire ; elle est constitutive d'un projet de société à l'opposé des besoins des jeunes et des personnels, à l'opposé des enjeux scolaires de réduction des inégalités.

L'intersyndicale voie pro CGT, FSU, SE-UNSA, SGEN-CFDT, SNALC, SUD'Éducation, CNT ne s'est pas rendue à la multilatérale organisée aujourd'hui par Carole Grandjean. L'intersyndicale rappelle tant au président qu'à la ministre que, s'ils persistent à vouloir imposer leur projet, elle prendra ses responsabilités, en particulier sur les éléments qui ont déclenché la contestation massive des personnels, mais aussi sur tous les dispositifs qui dégraderaient encore les conditions d'études des élèves et les conditions de travail des personnels. L'intersyndicale de la voie professionnelle porte, au contraire, l'exigence sociale d'un renforcement du service public d'éducation dans son ensemble, seul garant de la sécurisation des parcours scolaires et professionnels des jeunes. Pour nos organisations syndicales, la page sur la réforme des retraites comme celle sur la réforme de la voie professionnelle n'est pas tournée. L'intersyndicale appelle les personnels à faire du 1er mai, une journée de mobilisation unitaire, massive et populaire sur l'ensemble des territoires.

Sigrid Gerardin : « La réforme du lycée professionnel opère un virage alarmant »



Sigrid Gerardin, secrétaire générale du Snuep-FSU revient sur les annonces d'Emmanuel Macron concernant le lycée professionnel. Selon elle, le gouvernement opère un basculement dangereux en évoquant la réforme du lycée professionnel à l'aune du chantier travail et de la loi travail. Elle affirme aussi que la ministre Carole Grandjean a menti lorsqu'elle a assuré reculer... [Lire la suite](#)



Réforme de l'enseignement professionnel : “un projet de société à l'opposé des enjeux scolaires de réduction des inégalités” (intersyndicale) / TE

La réforme des lycées professionnels “dépassé bien largement le cadre scolaire” estime l'intersyndicale de la voie pro dans un communiqué publié mardi 18 avril en réponse à l'allocution du chef de l'Etat. Pour la CGT, la FSU, le SE-UNSA, le SGEN-CFDT, le SNALC, SUD'Education et le CNT, cette réforme est en effet “constitutive d'un projet de société à l'opposé des besoins des jeunes et des personnels, à l'opposé des enjeux scolaires de réduction des inégalités.”

Ainsi, “placer les lycées professionnels dans son chantier Travail plutôt que dans un volet Éducation”, le président souhaitant “s'appuyer sur le ‘succès’ de l'apprentissage, les réformes du RSA et des lycées pros”, serait selon elles “lourd de symbole et de conséquences pour les personnels et l'avenir des 650 000 élèves des lycées pros.”

Et plus précisément concernant l'apprentissage, l'intersyndicale “rappelle son opposition à son développement à tout crin dans les lycées professionnels”, précisant que “la mixité de public revient à dégrader l'organisation des établissements et l'organisation pédagogique” dans les classes et que “le taux de rupture de contrats subis actuellement par les jeunes apprentis mineurs laisse craindre un décrochage accru des élèves”.

Définie comme une “exigence sociale”, alors que “la page sur la réforme des retraites comme celle sur la réforme de la voie professionnelle n'est pas tournée”, il s'agit au contraire pour les organisations syndicales de renforcer “le service public d'éducation dans son ensemble, seul garant de la sécurisation des parcours scolaires et professionnels des jeunes.” Elles appellent les personnels à la mobilisation le 1er mai.

Le SNUEP- FSU organise un stage le vendredi 2 juin sur les réformes Macron (LP, retraite et pacte).

Ce stage se déroulera au LP des Menuts et est ouvert à toutes et tous y compris les non-syndiqué(e)s.

Merci de vous inscrire sur le lien suivant : <https://framadate.org/q279a3RVOowYJq9Q>

Attention vous n'avez que jusqu'au 2 mai pour déposer votre demande au secrétariat de votre établissement (exemple en pièce jointe).

SEGPA : Grille horaire

Un [arrêté](#) modifie l'arrêté du 21 octobre 2015 relatif aux classes des sections d'enseignement général et professionnel adapté, en particulier les volumes horaires. Ce texte corrige la grille horaire suite à la suppression de l'heure de techno en 6^{ème}, remplacée par 1h de soutien.

Le rectorat de Bordeaux porte plainte après une intrusion dans ses locaux en marge de la manifestation du 6 avril 2023

D'après l'AEF, le rectorat de Bordeaux indique avoir porté plainte, après *l'envahissement* de ses locaux, le 6 avril 2023, en marge de la manifestation contre la réforme des retraites. Selon la préfecture, “un groupe composé de plusieurs dizaines de personnes” s'est introduit dans le bâtiment principal “en commettant diverses dégradations” ; il a été évacué “dans le calme par les forces de l'ordre”. Cette intrusion a été décidée le matin même en AG, explique le Snes-FSU Bordeaux à AEF info. Elle visait à “*protester contre le pacte enseignant*” - les militants syndicaux ayant été irrités par les propos du ministre Pap Ndiaye assurant, dans *Le Parisien* du 4 avril, que, si un quart des 480 000 professeurs du secondaire signaient le pacte, cela permettrait de pallier les absences.

Annonces salariales des enseignant·es : un budget insuffisant et un pacte irresponsable

Derrière les effets d'annonces consistant à faire claquer des sommes prétendument mirobolantes à l'opinion publique, Emmanuel Macron confirme son objectif principal : appliquer son projet politique au mépris de la réalité des conditions de travail des personnels.

La mise en place du pacte est confirmée en dépit de l'opposition unanime des organisations syndicales. L'entêtement irresponsable du président n'est donc pas confiné au dossier des retraites. Alors que toutes les enquêtes montrent déjà un temps de travail important chez les enseignant·es équivalent en moyenne à 43 heures, le pacte est une réponse provocatrice, hors-sol et irresponsable. Il prévoit un alourdissement conséquent de la charge de travail : à l'heure où l'Education nationale peine à recruter et où les départs se multiplient, comment croire que c'est en dégradant les conditions de travail que le métier redeviendra attractif ? Travailler plus n'est en rien une revalorisation !

Quand la Première ministre fait de l'égalité femmes/hommes la grande cause du quinquennat, la FSU pointe une nouvelle fois le décalage entre les paroles et les actes : le ministère de l'Education nationale assume que le pacte va aggraver les inégalités entre les femmes et les hommes. Grande cause toujours...

Par les missions supplémentaires qu'il engendre : interventions des PE en 6ème, réforme de la voie pro, découverte des métiers au collège... le pacte est un outil de destruction du service public d'éducation. Quant aux remplacements, affirmer qu'ils seront systématiquement réalisés dès la rentrée est mensonger ! Pour le premier comme pour le second degré, ce sont des moyens humains supplémentaires qui permettront d'assurer les remplacements.

Enfin, il semble se dessiner un pacte spécifique aux personnels de LP, actant un traitement différencié des professeur·es en lycée professionnel, ce qui est un très mauvais signal. En collaborant au projet de transfert progressif des élèves comme des personnels de la voie professionnelle scolaire au ministère du travail, le ministère qui revendique justice et égalité se rend complice d'un projet de société profondément réactionnaire.

Des mesures de revalorisation sont annoncées sans contreparties. Si au fil des négociations, la FSU a réussi à se faire entendre pour que toutes et tous les enseignant·es du début à la fin de carrière soient concerné·es, notamment par le doublement de l'ISAE/ISOE et des mesures de carrière, elles ne permettront pas pour autant de rattraper les pertes de 15 à 25% de ces dernières années mais également de rivaliser avec les autres pays européens.

Pour revaloriser de façon conséquente tous les personnels, il fallait prévoir un budget global bien plus important, articulé avec des mesures fonction publique dont le dégel du point d'indice, et inscrire ces mesures dans un plan pluriannuel. Et dans un contexte d'inflation galopante, le pouvoir d'achat des personnels ne va pas s'améliorer. Et que dire de nos collègues les plus précaires, Aed et Aesh pour qui aucune mesure n'est annoncée !

La FSU exige une revalorisation de toutes et tous, sans contreparties, dans le cadre d'un plan de programmation pluriannuel. Notre service public est au bord de l'effondrement, comme tant d'autres services publics, et ne tient que grâce à l'engagement sans faille des personnels. Le mépris, ça suffit !

Le 1er mai, partout en France, les enseignant·es seront aux côtés des salarié·es pour manifester leur opposition à la réforme des retraites mais également pour revendiquer des salaires décents sans être obligé·es de travailler plus.

